

[Traduction]

dire en fait qu'à un moment donné, il faudra un autre programme pour atteindre cet objectif particulier.

M. May: C'est pourquoi j'étais hésitant au sujet du premier des trois objectifs. Le deuxième et le troisième visent clairement à accroître l'interaction entre l'industrie et les universités. En ce sens, je soutiens que le programme fonctionne à merveille. Mais nous ne parvenons pas, ou si peu, à atteindre le premier objectif, qui est d'accroître le niveau général d'activité.

Le sénateur Kelly: Donc, votre déception tient à ce que cet objectif particulier n'a pas été inclus dans les objectifs de ce programme qui, par ailleurs, est satisfaisant et fonctionne bien à votre avis.

M. May: Oui. Je pense simplement que «qui trop embrasse mal étreint» et que, comme vous l'avez dit, il faudrait un élément de plus pour atteindre les objectifs généraux.

Le sénateur Marsden: J'ai une série de questions qui découlent de votre mémoire. Vous dites que l'annonce de cette politique vous a quelque peu surpris et déçu. Etiez-vous déçu parce qu'elle vous obligeait à dévier de vos objectifs à long terme?

M. May: Non; nous étions déçus parce qu'elle ne répondait pas directement au plan quinquennal qui avait été mis en avant. Personne ne nous a dit si ce plan était bon ou mauvais.

Le sénateur Marsden: Puis vous dites avoir fait néanmoins de cette politique un succès, et peut-être utilisez-vous le terme «succès» dans le même sens que M. Cobb, c'est-à-dire du point de vue pécuniaire. Mais par rapport au développement à long terme de la science au Canada, comment pouvez-vous savoir si cette politique est un succès, car il est clair qu'elle oriente ce que les universités font et produisent. Cela cadre-t-il avec l'opinion du CRSNG sur ce qui se passe?

M. May: Je pense que du point de vue de l'orientation, l'incidence est relativement mineure. Nous subventionnons quelque 6 700 professeurs qui font de la recherche dans des universités canadiennes. Nous prévoyons qu'au plus 10 p. 100 d'entre eux profiteront de notre programme universités-industrie, ce qui veut dire que les 90 p. 100 restants devront trouver d'autres sources de financement. Ce qui m'inquiète, ce n'est donc pas la question de l'orientation, mais plutôt le niveau d'engagement absolu envers la grande majorité des chercheurs des universités canadiennes.

Le sénateur Marsden: À la page 2, vous faites une répartition par région. De toute évidence, tout se passe à peu près en Ontario et au Québec. Le CRSNG devient-il alors un organe de redistribution?

M. May: Non, je ne pense pas. Nos partenaires des universités ont posé la question dès le début de cette politique. Comme on s'attend que les fonds de contrepartie aillent surtout au Canada central, on nous demande si le conseil adaptera ses autres programmes en tenant compte des disparités régionales que ce programme-ci créerait. La réponse est non. Nous ne sommes pas un organe de distribution régionale. Nous ne pourrions en être un. Nous accordons des subventions de recherche

[Traduction]

en tenant compte de la concurrence et selon un système d'évaluation par les pairs. Tout programme qui favorise l'interaction entre l'industrie et les universités ou qui subventionne les projets conjoints doit injecter le plus gros de l'argent disponible là où sont les industries. Cela va sans dire.

Le sénateur Marsden: Alors, quel sera le rapport entre ce que vous pouvez faire grâce aux subventions de contrepartie en Ontario et au Québec et les projets de centres d'excellence que d'autres mettent en avant? N'y aura-t-il pas conflit?

M. May: Je ne suis pas certain. Tout dépend des critères qui seront élaborés dans le cadre d'un programme de centres d'excellence. On ne connaît pas encore les critères. S'il doit y avoir un programme de centres nationaux d'excellence, je crois que l'on procédera surtout par voie d'appel d'offres et que l'on utilisera le potentiel existant.

Le sénateur Marsden: Encore une fois, tout se passera à peu près au Québec et en Ontario?

M. May: Si la moitié du potentiel du pays réside en Ontario, alors toutes choses étant égales par ailleurs, on pourrait s'attendre que la moitié des nouvelles subventions aillent à l'Ontario. Ce n'est pas une prédiction, mais à moins qu'une approche très différente ne soit utilisée, les fonds iront là où on a déjà obtenu des succès.

En passant, si vous le permettez, sénateur, il y a de bons établissements et d'excellentes recherches dans toutes les provinces.

Le sénateur Marsden: Oui, je sais qu'il en est ainsi. C'est pourquoi les chiffres sont si affligeants. Mais ils peuvent ne pas l'être pour un chercheur.

Monsieur May, vous parlez de primes. Les universités peuvent-elles les utiliser pour couvrir les frais généraux?

M. May: Non. Nous adhérons à une stricte directive du Conseil selon laquelle les fonds doivent servir à couvrir les coûts directs et non les coûts indirects.

Le sénateur Marsden: Monsieur May, je ne veux pas faire dire au sénateur Kelly ce qu'il n'a pas dit, mais n'est-ce pas exactement le problème que vous abordez dans la dernière partie de votre déclaration? Comme vous le savez, la base des universités commencerait à s'effriter si celles-ci ne pouvaient couvrir les frais généraux. Envisageriez-vous de modifier votre politique à l'égard de ces primes ou voulez-vous dire à la fin de ce paragraphe que vous entendez les supprimer de toutes façons?

M. May: Je pense que notre conseil repensera ces primes, car c'est le seul argent que nous dépensons qui ne fasse pas l'objet d'un examen par les pairs. C'est une formule et il y a beaucoup d'argent en cause. Je dirais sans hésitation que si notre budget était doublé, nous serions disposés à couvrir les frais généraux, mais s'il ne l'est pas et que la question des frais généraux se pose, alors ce sera complètement différent. Certains me disent que si nous commençons à couvrir les frais généraux, les provinces cesseront de donner des subventions à cet égard et en ce cas, nous n'aurions que remplacé une dépense provinciale par une dépense fédérale. Tel est le point